



Vol. III.—No. 25.

MONTREAL, JEUDI, 20 JUIN, 1872.

ABONNEMENT, \$3 00
PAR NUMERO, 7 CENTS.

LES PROCHAINES ÉLECTIONS.

Le pays va être bientôt appelé à faire des élections.

Jamais il n'aura eu plus de raison que maintenant d'être sage dans le choix de ses représentants. La situation est grave, les circonstances critiques. Si tout n'est pas noir dans notre monde politique, tout n'est pas rose non plus.

Pour ceux qui ne regardent que les apparences ou l'ensemble des progrès réalisés depuis la Confédération par ce qu'on appelle la Puissance du Canada, l'épreuve du nouveau régime est, peut-être, satisfaisante. Mais pour ceux qui considèrent avant tout l'intérêt et le bonheur du Bas-Canada, l'avenir de notre nationalité, il est incontestable que les choses pourraient mieux aller. Nous pouvons dire sans crainte dans tous les cas, qu'on ne peut prendre trop de précautions et déployer trop d'activité, si nous voulons conserver notre influence dans la Confédération. En face d'une majorité anglaise et protestante qui va toujours s'augmentant, nous avons besoin de rallier toutes nos forces.

Nous sommes un de ceux qui ont dit, lors de l'établissement du nouveau régime, qu'il fallait s'attendre à lutter contre une majorité antipathique à nos intérêts nationaux et religieux et même matériels. Et il en sera ainsi tant que les Anglais seront des Anglais, et les Français des Français, les catholiques des catholiques, et les protestants des protestants. On n'a jamais fait et on ne fera jamais des constitutions qui feront disparaître les animosités religieuses et nationales, parce qu'on ne peut refaire la nature du cœur humain. Toute la sagesse des hommes d'Etat doit consister à empêcher autant que possible le choc des convictions et des intérêts opposés, à bien définir les droits et les devoirs de chacun, et à marquer clairement les limites que personne ne pourra dépasser.

Mais parce que nous avons combattu la Confédération, ce n'est pas une raison pour que nous ne cherchions pas à la rendre aussi utile que possible à notre pays, pour que nous nous décourageons en face des misères qu'elle peut nous causer.

Après tout, elle ne nous sera surtout nuisible qu'en autant que nous le voudrions, que nous manquerons de courage et d'énergie. Nous sommes assez nombreux pour nous y faire une large place, pour nous affirmer au lieu de nous effacer, soit qu'il s'agisse de questions religieuses, nationales ou d'intérêts matériels.

Qu'on évite de froisser les sentiments de nos compatriotes anglais, d'empiéter sur leurs droits, c'est parfait; mais aussi soyons inébranlables en face de l'injustice et de l'arbitraire, n'accoutumons pas la majorité à croire qu'avec le Bas-Canada il y aura toujours des accommodements.

Depuis deux ans, nous avons cherché à démontrer que sous le rapport matériel nous n'étions pas ce que nous devrions être; nous avons prêché que l'industrie seule pourrait retenir dans le pays les flots de l'émigration canadienne. En présence surtout des tristes résultats du recensement, beaucoup de personnes qui doutaient, plus ou moins, de la vérité de cet avancé, ouvrirent les yeux, il y eut partout un mouvement de réaction salutaire. La nation tout entière sembla sortir d'un long sommeil pour se lancer dans la voie du progrès matériel; elle n'eût qu'une voix pour orier: "Il nous faut des manufactures et des chemins de fer." Les chemins de fer sont en bonne voie; les manufactures ont augmenté considérablement,

mais on n'a pas fait encore dans le tarif les changements dont elles ont besoin.

Nous l'avons dit souvent, l'industrie nationale a toujours été l'esclave des manufacturiers anglais, et, comme c'était le Bas-Canada, surtout, qui souffrait de cet état de choses, le mal ne paraissait pas très grand.

Nous ne comprenons pas comment, depuis vingt ans, à la vue surtout des ravages de l'émigration, il n'y a pas eu dans le Bas-Canada une seule politique, un seul programme:—empêcher les manufacturiers anglais de tuer notre industrie, en frappant de droits élevés ceux de leurs produits que nous pouvions fabriquer.—Il nous semble que le mot d'ordre aurait dû être: "La protection contre l'Angleterre ou l'indépendance."

Nous voulons dire jusqu'où nous aurions poussé l'application de notre principe pour être conséquent, mais il n'aurait pas été nécessaire d'aller si loin. Si le Bas-Canada se fût montré uni sur cette question, il aurait obtenu le tarif dont il avait besoin. Mais malheureusement il y avait, dans les deux partis, des libres-échangistes, c'est-à-dire des hommes qui ne devraient naître dans un pays que lorsqu'il est riche, lorsque son industrie est devenue assez puissante pour lutter contre toutes les nations. Plusieurs de ces hommes ont ouvert les yeux, comme nous venons de le dire, mais beaucoup encore les tiennent fermés ou font semblant de ne pas voir pour ne pas être forcés d'avouer qu'ils se sont trompés.

Nous sommes heureux de voir que le comité chargé, au commencement de la dernière session, d'étudier cette question, en est venu à la conclusion inévitable que notre industrie a besoin de protection. Il suggère au gouvernement, dans son rapport, de revenir au tarif protecteur qui existait avant 1866.

Mais un autre comité avait été chargé de chercher les meilleurs moyens de développer l'agriculture; il a fait, lui aussi, un rapport dans lequel il demande que des droits soient imposés sur certains produits agricoles. On verra que celui-ci obtiendra ce qu'il demande, pendant que l'autre attendra vainement qu'on fasse droit à sa demande. Mais pourquoi? va-t-on dire. Parce que dans un cas, c'est le Bas-Canada qui a surtout besoin d'un tarif protecteur contre les produits industriels, et que dans l'autre cas, c'est le Haut-Canada qui est intéressé à favoriser ses produits agricoles. Or, comme il est entendu que le Bas-Canada est *bon garçon*, qu'il ne se fâche jamais, et que c'est lui qui joue le rôle de la conciliation ou du dévouement dans le mélodrame fédéral, on pensera à lui après avoir satisfait les autres.

Il serait donc important de décider dans les prochaines élections jusques à quand nous sommes disposés à être les partisans de la conciliation, les humbles serviteurs des manufacturiers anglais et des habitants des autres provinces, jusques à quand nous souffrirons dans nos intérêts religieux, nationaux et matériels.

Pour cela, il faudrait envoyer en Chambre tout ce que nous avons d'hommes instruits, indépendants et honnêtes, capables de comprendre la situation et de tenir haut et ferme le drapeau du Bas-Canada. Il faut que chaque comté se fasse un devoir, un point d'orgueil d'élire le meilleur candidat.

Si toutes les nations ont leurs mauvaises heures, des périodes d'apathie et d'affaissement, elles ont toutes aussi des époques de courage et d'énergie, où elles font des efforts surhumains pour reprendre le temps perdu.

Serions-nous le seul peuple incapable de dévouement et d'enthousiasme national? Ne retrouverons-nous pas une étincelle du patriotisme d'autrefois, une parcelle de l'énergie qui a rempli notre histoire de si grandes choses? Que les temps sont changés! Il y a 30 ans à peine, quelques milliers d'hommes n'hésitaient pas à sacrifier leur vie, à braver les échafauds pour défendre l'héritage national qui leur avait été confié, et nous, nous n'aurons même pas le mérite de donner un vote indépendant et consciencieux! Certains comtés étaient immenses à cette époque, il fallait aller voter à quinze ou vingt lieues. On partait avec une brique de lard et un demi pain dans un sac et on s'en allait au poll; et, comme les coups de main n'étaient pas rares, on restait là, cinq, six et même huit jours, tant que les amis n'avaient pas tous voté, pour les défendre au besoin. Malheur à celui qui aurait essayé d'acheter le vote de ces braves citoyens!

Maintenant, hélas! des gens qui demeurent à quelques arpents du poll ne vont pas voter, si on ne leur envoie pas une voiture et le prix de leur journée!

"On n'a pas de temps à perdre pour rien, dit-on."

Et on se plaint, après cela, quand on entend dire que le représentant de tel ou tel comté a failli à son devoir! On se lamente sur la situation du pays et l'on part pour les Etats-Unis. Mais, pauvres gens! vous n'avez que ce que vous méritez. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que les choses n'aillent pas encore plus mal.

C'est ici que nous aimerions à voir l'intervention du clergé s'exercer dans toute sa puissance. Quel champ glorieux ouvert au zèle apostolique et national! Il est temps de faire entendre au peuple la voix du devoir dans toute sa force, car bientôt, peut-être, la réaction ne sera plus possible. Déjà, dans certains comtés, on ne demande plus aux candidats qu'une chose:—combien ils peuvent mettre d'argent dans l'élection. L'intrigue, la ruse, l'argent et la boisson, voilà avec quoi on se fait élire! Au lieu d'instruire le peuple, de s'adresser à ce qu'il y a de noble chez lui, de lui faire entendre le langage de l'honneur et de la vérité, on le flatte, on le séduit, on le corrompt, on le dégrade. Les honnêtes gens renoncent à la politique, les hommes de talent se découragent, les médiocrités tapageuses tiennent le haut du pavé, et nos ennemis se moquent de nous.

Nous avons un espoir, cette année, c'est que les deux partis s'entendront pour choisir leurs candidats parmi leurs hommes les plus capables, les plus instruits et les plus honnêtes. Mais il faut pour cela que le peuple fasse connaître sa volonté, sa détermination, qu'il fasse voir qu'il sait distinguer entre le vrai mérite et le charlatanisme. Qu'il prenne les bons candidats où il les trouvera sans trop s'occuper s'ils sont du comté. Les hommes de talent et de mérite sont de tous les comtés, ils appartiennent au pays qui a besoin de leurs services.

Lorsque le comté de St. Maurice allait à Trois-Rivières offrir la candidature à Vallières qui n'était encore qu'un étudiant en droit de deuxième année; lorsque plus tard il élisait Papineau, quand le comté de Bellechasse venait à Montréal chercher Morin, l'honnête homme, s'occupait-on de savoir s'ils étaient du comté. Non, parce qu'alors le peuple était moins instruit, il est vrai, mais il avait plus de patriotisme, il savait mieux distinguer le vrai mérite.

Aussi quels hommes ces jeunes gens devenaient en peu d'années! Quels hommes de caractère et de dévouement! Ces temps ne reviendront-ils pas?

L. O. DAVID.